

A l'approche du premier anniversaire de l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023, la situation sécuritaire au Moyen-Orient est de nouveau en proie à une forte volatilité.

Rappel des faits & contextualisation

Sur fond de tensions croissantes ces dernières semaines, le **Liban** a finalement basculé en quelques jours dans une **instabilité extrême** après une année de guerre non déclarée entre le Hezbollah et l'armée israélienne dans le Sud du pays, un front ouvert le 8 octobre 2023 par le Hezbollah « en soutien » au Hamas, qu'Israël avait pour objectif d'« anéantir » dans la bande de Gaza. L'initiative israélienne d'**offensive contre le Hezbollah** a débuté par deux attaques massives contre le réseau de télécommunication de la milice chiite (explosions à distance de bipeurs et de talkies-walkies) ayant fait 42 victimes, dont 12 civils, et 3 500 blessés les 17 et 18 septembre. L'offensive s'est poursuivie par une vaste campagne de **bombardements aériens** depuis le 23 visant à affaiblir les capacités du Hezbollah, dont l'état-major a été décimé notamment à l'occasion de frappes massives sur le QG souterrain du Hezbollah à Dahiyeh (banlieue sud de Beyrouth) tuant son secrétaire général, Hassan Nasrallah, le 27. Au total, les bombardements aériens qui ont majoritairement visé le Sud, la Bekaa et Baalbek-Hermel, mais aussi Saïda et plusieurs localités du Chouf et du Mont-Liban ainsi que des villages chiites des cazas de Jbeil, du Kesrouan et du Metn, ont fait **1 750 morts et plusieurs milliers de blessés** et disparus, en majorité des civils, et plus d'un million de déplacés. Le 30 septembre, l'armée israélienne a indiqué commencer des "**opérations terrestres limitées**" dans le Sud-Liban.

En **Israël**, les répercussions du 7 octobre ont laissé entrevoir de **profondes dissensions** entre l'appareil sécuritaire et le 6^{ème} gouvernement Netanyahu, en place depuis novembre 2022. S'en est suivi une gestion très critiquée de la guerre contre le Hamas à Gaza, tant à l'échelle nationale qu'internationale. Malgré un emploi sans commune mesure de la force par les IDF dans l'enclave palestinienne (2/3 des bâtiments détruits ou endommagés et plus de 41 000 personnes tuées selon l'ONU), les objectifs de guerre israéliens, à savoir le retour des otages et l'anéantissement du Hamas, n'ont pas été atteints. C'est dans ce contexte que début septembre 2024, la **pression populaire** israélienne s'est à nouveau accentuée en solidarité avec les otages à l'occasion d'une grève générale historique. Au bord de l'implosion, le gouvernement Netanyahu VI a trouvé en la personne du ministre de la Défense, Yoav Gallant, un bouc-émissaire opportun pour justifier l'**inefficacité militaire des forces israéliennes à Gaza**. Ce dernier devait être « licencié » mais reste finalement en poste dans le contexte de l'offensive israélienne contre le Hezbollah au Liban, justifiée par une tentative d'attentat présumé déjouée par le Shin Bet et publiquement révélée quelques heures avant l'explosion des bipeurs.

Analyse & prospective

Cette accélération des événements au Liban a profondément changé la donne régionale. Le gouvernement et les forces de sécurité israéliennes ont affiché des succès opérationnels collectifs qui contrastent avec les résultats de la stratégie adoptée à Gaza. Après une année de solidification de « l'axe de la résistance » pro-iranien permettant une hausse de la popularité des Houthis au Yémen et des milices chiites en Irak, le fer de lance de cet « axe », à savoir le Hezbollah, a vu son état-major être décimé en quelques jours.

Outre les conséquences humanitaires et politiques de ces événements soudains au Liban, **l'affront a surtout atteint le régime iranien**. C'est dans ce contexte que ce dernier a décidé le 1^{er} octobre l'envoi d'environ 180 missiles en direction du territoire israélien afin de tenir son engagement de répondre aux assassinats ciblés

de leaders de l'« axe de la résistance » (en particulier Hassan Nasrallah et Ismaïl Haniyeh) par Israël. Cette attaque a été d'une ampleur plus importante que celle du même type déclenchée le 13 avril 2024. Toutefois, comme en avril, l'Iran a signalé en amont aux Etats-Unis son intention d'attaquer Israël de sorte que le « **parapluie** » **américain** actif dans le Golfe et en Jordanie soit pleinement opérationnel pour contrer les missiles envoyés et éviter des dégâts majeurs, l'Iran ne cherchant pas à être à l'initiative d'une guerre régionale qui menacerait la stabilité de son régime et la pérennité de son programme nucléaire.

Contraint de répondre à l'affront d'Israël pour tenter de sauver son levier stratégique de l'axe de résistance, le régime iranien s'est toutefois empressé après l'attaque de mettre en garde l'Etat hébreu contre des représailles disproportionnées, signalant **l'impératif de préservation des infrastructures dédiées au programme nucléaire**. Car, bien que ces dernières soient majoritairement souterraines, Israël a prouvé par l'élimination de Hassan Nasrallah sa capacité à frapper le cœur de l'axe de la résistance via l'utilisation des nouvelles bombes américaines anti-bunkers couplée à un renseignement humain issu des plus hautes sphères du pouvoir iranien et du Hezbollah.

Il est dans cette lignée évident qu'Israël profitera à court terme de cet avantage pour répondre avec force à l'attaque iranienne contre son territoire. Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, ne cesse depuis plus d'une décennie de marteler son opposition au nucléaire iranien, en prônant l'action militaire. Cette option continue toutefois d'être écartée par les Etats-Unis qui voient en celle-ci un inévitable *casus belli* régional. Les **concertations israélo-américaines en cours** décideront de l'ampleur de la réponse à l'Iran et les conséquences de cette dernière semblent dépendre principalement de l'étendue des dommages qui seront portés au programme nucléaire iranien, principal héritage de l'ère Khamenei, qui prévaut sur la pérennité de l'axe de la résistance. Les **hostilités entre l'Iran et Israël** s'inscrivent enfin dans un **contexte géopolitique international changeant** marqué par une **décrédibilisation de la communauté internationale** permettant l'expression des puissances (Etats-Unis, Russie, Chine).

Alors que les « opérations terrestres limitées » au Sud-Liban semblent risquées pour l'armée israélienne qui a annoncé la mort de 7 soldats dans les combats avec le Hezbollah en moins de 48 heures d'intervention, le gouvernement israélien pourrait faire le choix d'un nouveau « coup d'éclat » militaire en Iran qui sera sans doute d'une toute autre portée que le bombardement israélien d'une cible militaire près d'Ispahan en avril dernier. Celui-ci avait été aisément dissimulé par le régime iranien qui pourrait, cette fois, soit décider d'une nouvelle désescalade pour assurer sa stabilité et épargner son programme nucléaire, soit attiser un embrasement régional.

Recommandations

Alors que la situation régionale est extrêmement volatile et susceptible d'évoluer à court terme, il convient d'adopter une **vigilance renforcée** lors de tous prochains déplacements au Moyen-Orient.

Dans les pays les plus directement exposés au conflit, à l'instar du Liban, il est rappelé que de nombreuses chancelleries recommandent à leurs ressortissants de **quitter le pays via les vols commerciaux encore disponibles** (Middle East Airlines pour le Liban).

En Israël, il est recommandé d'emprunter la **compagnie aérienne nationale El Al** pour tout projet de quitter le pays en limitant les risques de reports et d'annulations de vols à court terme.

Pour les expatriés et voyageurs, il convient de s'assurer de **l'enregistrement auprès de leurs représentations diplomatiques**.

Pour le personnel devant se rendre de manière non impérative dans les pays précités ces prochains jours, un **report des déplacements** est à considérer.